



AVIS DE DECISION

Établissements contenant des installations ou activités classées en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Concerne : La demande de permis d'environnement de **Laurenty Bâtiments SA, Mont Saint-Martin 73 à 4000 LIEGE**, pour **l'enlèvement de 21 mct de calorifuges amiantés en zone hermétiquement fermée au sous-sol d'une habitation**. Références dossier Commune : **PE/2025/007** et DPA : **Dossier n°10022618**.

Projet de catégorie C (sans étude d'incidences sur l'environnement) – établissement temporaire (projet non soumis à enquête publique).

Situation : **rue Escavée 6 à 6238 PONT-A-CELLES (Luttre)**

Autorité compétente : Collège communal de Pont-à-Celles

Le Collège communal,

porte à la connaissance de la population que la demande susmentionnée a été **accordée** par décision du Collège communal réuni en séance du 13 février 2026.

La décision peut être consultée **du 20 février 2026 au 10 mars 2026** à l'Administration communale de Pont-à-Celles – service Cadre de vie place communale 22 à 6230 Pont-à-Celles, dans les limites prévues par le Décret du 13 juin 1991 concernant la liberté d'accès des citoyens à l'information relative à l'environnement, et ce à partir de la date d'ouverture jusqu'à la date de clôture de la consultation de la décision, chaque jour ouvrable pendant les heures de service, soit du lundi au vendredi de 8h30 à 11h45, les lundis, mercredis et vendredis de 13h30 à 16h ou en semaine après 16h et ce, sur rendez-vous pris au plus tard 24 h à l'avance auprès du service Cadre de vie (Environnement) au 071/84.90.63 ou via environnement@pontacelles.be.

Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, peut être porté devant le Conseil d'État contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt. Le Conseil d'État, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

A Pont-à-Celles, le 16 février 2026.

Le Directeur général

G. CUSTERS



Le Bourgmestre

P. KINAEPEN